

qui crée forcément des dangers. Le premier ministre a-t-il eu l'occasion de se renseigner? Si oui, peut-il dire à la Chambre si Air Canada a pris toutes les mesures de sécurité qui s'imposent pour que la sécurité et la vie des voyageurs et du personnel ne soient pas compromises?

**Le très hon. P.-E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, on me dit que le ministère des Transports fait tout son possible pour s'assurer qu'on tienne compte de cette question, sans toutefois violer la loi elle-même et sans intervenir indûment dans les problèmes de relations industrielles. Le ministre aura peut-être un rapport plus détaillé à faire à la Chambre demain.

### LES AFFAIRES INDIENNES

#### L'ÉLECTION DU CHEF ET DU CONSEIL DE LA RÉSERVE DE GARDEN RIVER

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Martin P. O'Connell (Scarborough-Est):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Peut-il dire à la Chambre s'il a pris une décision pour confirmer ou non la récente élection du chef et du conseil de bande de la réserve indienne de Garden River, en Ontario? Je pose la question en raison des instances présentées la semaine dernière au ministre, par le chef et le conseil de bande en question.

[Français]

**L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien):** Monsieur l'Orateur, j'ai évidemment reçu des représentations du chef et des membres de la bande et, après avoir étudié la question avec le ministère de la Justice, j'en suis venu à la conclusion que je pouvais reconnaître l'élection du chef et des six conseillers qui avaient été élus dans cette réserve. S'il y a eu malentendu, c'est attribuable à une erreur commise par un des fonctionnaires de mon ministère.

[Traduction]

### LES POSTES

#### LA RÉDUCTION DU PERSONNEL PAR SUITE DE LA RÉDUCTION DU SERVICE

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. David Orlikow (Winnipeg-Nord):** Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser au ministre des Postes. Son ministère songe-t-il à réduire sensiblement le nombre des facteurs, par suite de l'institution des cinq jours de distribution au lieu de six?

**L'hon. Eric W. Kierans (ministre des Postes):** Monsieur l'Orateur, comme je le disais au cours du débat sur le projet de loi, nous ne prévoyons aucune réduction de personnel; les gens qui devraient normalement être congédiés demeureront en fonction, en raison de l'accroissement du ministère et des départs des fonctionnaires retraités. Autrement dit, personne ne sera congédié par suite de l'instauration de la semaine de cinq jours.

**M. Orlikow:** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Serait-il donc faux que des entretiens se poursuivraient actuellement sur cette question, même entre des fonctionnaires du ministère des Postes et les représentants du syndicat intéressé?

**L'hon. M. Kierans:** Les fonctionnaires du ministère et les dirigeants syndicaux s'entre-tiennent toujours entre eux. J'ai moi-même discuté avec eux la semaine dernière de divers problèmes. J'imagine toutefois que de telles discussions portent sur le passage méthodique à la semaine de cinq jours dans les centres urbains à partir du 1<sup>er</sup> février.

[Français]

**L'hon. Martial Asselin (Charlevoix):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question supplémentaire.

L'honorable ministre des Postes pourrait-il dire si, à la suite de sa politique consistant à fermer les bureaux de poste, les maîtres de poste privés d'emploi seront assurés d'obtenir un autre emploi dans son ministère?

**L'hon. M. Kierans:** Nous fermons les petits bureaux de poste auxiliaires, et tous les maîtres de postes, dans ces locaux, exploitent un commerce ou ont un autre emploi.

[Traduction]

**M. W. B. Nesbitt (Oxford):** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Est-ce à cause de ce passage à la semaine de cinq jours dont on a parlé que, dans tout le pays, des services postaux jusqu'alors satisfaisants se détériorent et diminuent?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Il y a dans cette question des allégations qui sont inacceptables.

**M. H. Russell MacEwan (Central Nova):** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre avait informé la Chambre, sauf erreur le 7 octobre, qu'on paierait les entrepreneurs des postes rurales qui ont assuré des services pendant la grève des Postes. Peut-il nous indiquer maintenant quand ces chèques seront émis?